

RFK Jr, Kash Patel, Tulsi Gabbard : l'inquiétant casting de Trump passe au stade oral

Julien Gester

Controversés pour la radicalité de leurs positions et leur peu de qualifications, les choix les plus clivants du président américain restent à confirmer par le Sénat, devant lequel ils ont présenté leurs arguments lors d'audiences électriques jeudi 30 janvier.

Tandis que Donald Trump livrait jeudi 30 janvier à la salle de presse de la Maison Blanche le spectacle d'un monologue médusant sur [le tragique crash aérien survenu quelques heures plus tôt](#) – pour [blâmer \(sans le début d'une preuve\) ses prédécesseurs démocrates](#), les politiques d'inclusion et les minorités en général –, le Capitole, à l'autre bout du Washington Mall, accueillait une tout autre forme de théâtre politique, guère moins fascinant. Les têtes d'affiche s'y appelaient Robert F. Kennedy Jr., Kash Patel, Tulsi Gabbard, soit sans doute les trois bénéficiaires des nominations les plus controversées de la nouvelle administration Trump, respectivement en lice pour diriger le ministère de la Santé, le FBI et les agences de renseignement. Scrutés des heures durant, tous trois ont rivalisé d'efforts pour composer leur visage le plus consensuel et modéré tandis qu'ils passaient simultanément sur le gril de commissions du Sénat, à qui il reviendra in fine de confirmer ou non leur promotion.

La nette majorité dont jouissent désormais les républicains au sein de la Chambre haute (53 sièges à 47) et la pression exercée sur les sénateurs conservateurs – à la fois par Trump et ses alliés milliardaires (Elon Musk, Nicole Shanahan) menaçant de ruiner les carrières politiques d'éventuels récalcitrants – pourraient suffire à assurer le coup même des choix les plus objectivement scandaleux du casting trumpien, comme avant eux [l'ex-présentateur de Fox News et désormais ministre de la Défense, Pete Hegseth](#). De là, l'onctueuse bienveillance avec laquelle la plupart des élus républicains ont passé à la question RFK Jr., Patel et, à un degré moindre, Gabbard, quand leurs homologues démocrates les soumettaient à un interrogatoire autrement duraille, en n'ayant qu'à prélever leurs arguments dans un inventaire sans fin de déclarations et faits d'armes a priori disqualifiants.

Mais alors que tous présentent, chacun à sa manière, un extraordinaire déficit de qualifications, encore revenait-il à ces trois candidats de sauver les apparences par l'esquive, l'amnésie ou un accès tardif de sobriété. Histoire d'offrir ainsi aux élus républicains le confort de se plier à l'épreuve de loyauté imposée par Trump sans apparaître trop soumis d'avance au tribalisme partisan et aux caprices du président.

Kash Patel, de chef d'orchestre des choristes du 6 janvier à la tête du FBI ;?

Fils d'immigrés indiens ayant fui des persécutions en Ouganda, Kash Patel a connu à 44 ans l'une des trajectoires les plus fulgurantes de l'orbite trumpienne. Cet avocat aux ambitions longtemps contrariées, avant d'être embauché comme collaborateur d'un élu républicain, a tapé dans l'œil présidentiel en 2017, à la faveur d'une note dont il était l'architecte, visant à discréditer les investigations du FBI sur les liens entre la campagne Trump et la Russie. Une fois repéré par l'exécutif, Patel y a enchaîné les promotions vers des sphères sensibles

(Conseil de sécurité nationale, Direction du renseignement national, dircab du secrétaire à la Défense par intérim), non sans vagues, entre accusations d'avoir compromis le sauvetage d'otages et soupçons de fuites d'informations classifiées qui mirent la CIA sur ses basques.

La déchéance d'un Trump battu par Joe Biden n'aura pas freiné l'ascension de Patel au sein de la mouvance Maga, où la fidélité de son dévouement au chef n'a d'égal que son inclination à en tirer profit, en petit entrepreneur prospère du trumpisme ;: fondation millionnaire aux retombées caritatives pas claires, lignes de goodies et vêtements, livres pour enfants baignant dans les thèses QAnon et théories du complot sur l'élection de ;2020. Patel fut même le producteur du single musical à succès d'un chœur [de prisonniers incarcérés](#) suite à [l'insurrection du 6 ;janvier](#), intitulé *Justice for All* et [joué par Trump lors de ses meetings](#). Au fil de ces années, il aura multiplié crâneries et promesses incendiaires, à l'encontre des médias, des hauts fonctionnaires listés dans son livre *Government Gangsters* comme piliers d'une «cabale de tyran non élus», ou encore le FBI, dont il proposait de virer les haut gradés et de fermer le QG pour le muer en «musée de l'Etat profond».

Auditionné jeudi en vue de diriger cette même institution, Patel s'est ingénié à se distancier de cette traîne de propos pyromanes, entêté à se montrer aussi vague que possible chaque fois qu'il y était appelé. Il a ainsi nié toute velléité de chasse aux sorcières et ravalé – le plus souvent – ses penchants bravaches, vite conforté par les tirades ruisselantes d'éloges et conseils émises par des rangs républicains manifestement emballés de le voir reprendre d'une main ferme et magnanime un FBI «*en crise*». Souvent, il eut la mémoire qui flanche, quand on lui demanda par exemple s'il connaissait ce podcaster d'extrême droite, conspirationniste et lié au néonazisme américain, qui l'a reçu... huit fois. Et le souci de se montrer autrement plus raisonnable que sa réputation l'aura même conduit à se déclarer [gêné par les grâces prononcées par Trump](#), la semaine passée, à l'encontre d'auteurs de violences sur les forces de l'ordre le 6 ;janvier 2021.

Mais ses réponses fuyantes sur des fronts révélateurs – refus de reconnaître explicitement la victoire de Biden en ;2020, esquivant sur d'éventuelles poursuites contre ses adversaires politiques – n'ont rien fait pour atténuer le soupçon d'une instrumentalisation vengeresse du FBI. «*Notre nation a besoin d'un directeur du FBI qui comprenne la gravité de cette mission, pas quelqu'un qui est consumé par ses griefs politiques*», a fustigé l'élu démocrate Dick Durbin, au diapason de ses collègues démocrates, avant d'assurer que leurs «*inquiétudes [...] ne sont pas partisans*», en soulignant qu'il avait lui-même voté, au fil de sa longue carrière au Sénat, pour quatre candidats républicains au même poste. Une fonction que les réformes post-Watergate avaient voulue détachée du partisanisme et de trop de déférence au Bureau Oval, en la dotant d'un mandat de dix ;ans qui transcende les alternances présidentielles. Mais ce principe aura été piétiné déjà à deux reprises par Trump, qui avait [limogé James Comey](#) en ;2017 au profit [de Christopher Wray – laissé en poste par Joe Biden –](#), avant de [l'évincer à son tour](#) pour faire place au dévoué soldat Patel.

Robert F. Kennedy Jr., d'icône antivax à responsable de la santé des Américains ;?

Jeudi marquait la deuxième journée de grand oral houleux au Sénat pour [Robert F. Kennedy Jr.](#) La veille, il était déjà arrivé auréolé de la contribution assassine de sa cousine Caroline à la controverse entourant sa candidature au giga-portefeuille de la Santé. Via une lettre ouverte, l'ex-ambassadrice l'avait dépeint en «*prédateur*», foncièrement «*accro à l'attention et au pouvoir*» ;: «*Bobby exploite le désespoir des parents d'enfants malades, vaccinant ses propres enfants tout en prospérant de décourager hypocritement les autres de vacciner les leurs.*»

A 71 ;ans, l'héritier prodigue de la plus aristocratique des dynasties politiques démocrates a de fait remis ses vieilles amitiés progressistes et son militantisme environnemental, liquidé des années de critiques acerbes de Donald Trump et renoncé à [sa propre candidature présidentielle](#) pour se ranger derrière le républicain. Un ralliement troqué contre la promesse de se voir confier la santé des Américains. Et d'accéder ainsi au pouvoir de mettre en œuvre à grande échelle ses thèses hétérodoxes, souvent invalidées par la science et volontiers complotistes – de son hostilité aux vaccins à l'assimilation de certaines pathologies (Covid-19, maladie de Lyme) à des armes biologiques. Avec des conséquences déjà tragiquement documentées, bien qu'il s'en défende ;: comme quand son prosélytisme antivax au Samoa en ;2019 fut suivi d'une épidémie meurtrière de rougeole ayant coûté la vie à 83 personnes – des enfants, surtout –, dont Kennedy se refuse à endosser la responsabilité.

Face aux sénateurs, RFK et sa voix éraillée se sont livrés à un impossible numéro d'équilibrisme, tentant de concilier ses idées toxiques avec les exigences de respectabilité institutionnelle qu'impose la perspective de diriger un ministère au budget d'environ 2 ;000 ;milliards de dollars. Ses pirouettes autour du lien – scientifiquement réfuté – entre vaccins et autisme ont cristallisé les inquiétudes des démocrates, notamment lors d'un échange électrique avec Bernie Sanders, tandis que ses positions fraîchement adoptées sur l'IVG («*Je pense comme le président Trump que chaque avortement est une tragédie*») se voulaient rassérénantes pour les figures d'une droite conservatrice adhérant volontiers à son «*scepticisme vaccinal*», mais initialement méfiante face à ce converti de la dernière heure.

Sa confirmation n'apparaît pas assurée, d'autant que ses lacunes techniques ont souvent affleuré, mettant en lumière le dilettantisme d'un idéologue plus à son aise dans la contestation que face aux enjeux de gestion. Gastro-entérologue de formation et porte-voix des doutes d'une frange modérée des républicains, l'élue de Louisiane et présidente de commission, Bill Cassidy, s'est imposé dans les débats jeudi comme la conscience médicale et le possible arbitre du processus de confirmation. Non sans se dire soucieux de la «réussite» des choix politiques de Trump, il a livré le récit clinique de l'agonie d'une patiente atteinte d'une hépatite B, évitable par la vaccination – «*le jour le plus sombre de [sa] carrière.*» «*Mon téléphone explose de messages de gens qui vous font plus confiance qu'à leur médecin*», a-t-il déclaré à Kennedy, avant d'exposer son dilemme ;: «*La question que je dois trancher est ;: qu'allez-vous faire de ce pouvoir, cette confiance ;?*»

Tulsi Gabbard, de propagandiste du Kremlin à patronne du renseignement ;?

Candidate sans doute la plus menacée de rejet par le Sénat, Tulsi Gabbard s'est présentée à son audience de directrice du renseignement en arborant sa défiance ;: «*Ceux qui s'opposent à ma nomination, a-t-elle averti en préambule, suggèrent que je suis loyale à quelque chose ou quelqu'un d'autre que Dieu, ma propre conscience et la constitution des Etats-Unis. Ils m'accusent d'être la marionnette de Trump, la marionnette de Poutine, la marionnette d'Assad, la marionnette d'un gourou, la marionnette de Modi, ne reconnaissant pas l'absurdité d'être simultanément la marionnette de cinq marionnettistes différents.*» Face aux questions, l'ancienne élue démocrate d'Hawaï reconvertie à 43 ;ans en égarée trumpiste s'est ensuite employée à remodeler son passé à force d'omissions, réécritures et dénégations, en défense de son avenir, et celui d'une trajectoire politique scandée de radicales bifurcations.

Elevée dans la secte Science of Identity Foundation, une branche dissidente du mouvement Hare Krishna, elle entra en politique comme militante d'un conservatisme anti-LGBT, avant d'opérer un virage à gauche qui la propulsa, en ;2013, comme la première hindoue élue au

Congrès et une star montante du Parti démocrate, dont elle prendra même part [aux primaires présidentielles en ;2020](#). Lieutenant-colonel réserviste dans l'armée américaine, son déploiement en Irak aurait forgé une vision géopolitique fondée sur l'hostilité aux «guerres de changement de régime», qu'elle arbore en justification de ses positions les plus clivantes, de son entrevue critiquée en ;2017 avec le tyran syrien Bachar al-Assad à ses déclarations au soir de l'invasion de l'Ukraine, dont elle rejetait la faute sur l'Otan – sous les applaudissements des propagandistes du Kremlin.

Face aux sénateurs, elle s'est donc efforcée d'estomper ces aspérités. *«Poutine a commencé cette guerre»*, a-t-elle ainsi affirmé, avant de reconnaître la responsabilité d'Assad dans l'usage d'armes chimiques contre son peuple, tout en maintenant que ses critiques auraient été validées par l'installation d'une branche d'Al-Qaeda au pouvoir à Damas après sa chute. Mais c'est autour du cas d' [Edward Snowden](#) que les échanges ont mis au jour les fractures et tensions les plus vives. Alors que des sénateurs des deux bords la pressaient de reconnaître comme *«traître»* l'ancien consultant de la NSA exilé à Moscou, Gabbard s'est obstinée dans la dérobade, suscitant l'exaspération jusque parmi des sénateurs républicains venus en alliés. *«Il est notable que vous n'ayez pas dit oui, a insisté l'élue conservateur Todd Young, et il vous serait bénéfique de reconnaître au moins que le plus grand lanceur d'alerte de l'histoire américaine, comme on l'appelle, a porté atteinte à la sécurité nationale»*.

Par-delà son CV vide d'expérience en ces matières, la crédibilité de Gabbard à diriger les 18 agences de renseignement américaines aura été plus fragilisée encore par ses déclarations sur Ahmad Badreddin Hassoun, dignitaire religieux syrien qui avait menacé de déclencher des attentats-suicides aux États-Unis. Jeudi matin, elle affirmait sous serment n'avoir *«jamais entendu parler»* de telles menaces *«jusqu'à aujourd'hui»*. Des documents issus de son bureau au Congrès, [révélés dans la soirée par le Washington Post](#), attestent pourtant qu'elle en fut informée dès ;2017.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)